Georges Sorel / 1900

1) *Dans quelles circonstances avez-vous rencontré l'œuvre de Georges Sorel ?*

J'ai lu les *Réflexions sur la violence* en 1961, lorsque j'avais dix-sept ans. Je ne sais plus ce qui m'a poussé à cette lecture, qui m'a véritablement fasciné. C'est sans doute le titre qui m'avait attiré. La période était d'ailleurs elle-même violente, puisque la guerre d'Algérie, qui entrait dans sa dernière phase, s'était à ce moment-là transformée en guerre civile. Cette même année 1961, Jean-Paul Sartre, qui n'aimait pas Sorel, avait glorifié la violence des opprimés (« en le premier temps de la révolte, il faut tuer » !) dans sa préface au livre de Frantz Fanon, *Les damnés de la Terre*[1], ce qui avait fait grand bruit.

Par la suite, j'ai peu à peu découvert toute l'œuvre de Georges Sorel, ce qui développa chez moi une empathie qui ne s'est jamais effacée. En 1968, j'ai créé la revue *Nouvelle Ecole*, dont le titre avait une résonance sorélienne qui fut, je dois le dire, assez peu remarquée[2]. Cette revue devait consacrer en 2007 un numéro spécial à Sorel, avec des textes de Yves Guchet, Piet Tommissen, Gian Biagio Furiozzi, Philippe Duval, etc. Cinq ans plus tôt, j'avais également fait paraître une bibliographie sorélienne, assez différente de celle établie par Shlomo Sand, Willy Gianinazzi et Michel Prat, qui devait connaître plusieurs éditions[3]. J'ai aussi consacré divers travaux à l'histoire du syndicalisme révolutionnaire. Je me suis surtout penché sur la vie et l'œuvre d'Edouard Berth, qui fut sans doute le plus fidèle disciple de Sorel, en utilisant un certain nombre de lettres et de documents inédits qui m'ont été communiqués par sa famille[4].

A partir de 1893-1895, c'est en Italie que Sorel commença à compter le plus grand nombre d'admirateurs et d'amis. C'est à cette époque que, sur le conseil d'Arturo Labriola, il prit contact avec Benedetto Croce, puis avec un certain nombre de jeunes intellectuels comme Enrico Leone, Walter Mocchi, Sergio Panunzio, Ernesto Cesare Longobardi, etc. Par la suite, il allait collaborer assidûment à des journaux comme *L'Avanguardia socialista*, dirigé par Arturo Labriola, et des revues comme *Il Divenire sociale*, fondée en 1905 par Enrico Leone. J'aimerais dire que cette « fortune italienne » de Georges Sorel, sur laquelle on a déjà tant écrit, m'a aussi beaucoup touché, dans la mesure où je n'ai moi-même cessé depuis bientôt un demi-siècle d'entretenir des liens intellectuels particulièrement étroits avec l'Italie et le monde universitaire italien.

2) *Pourquoi est-il si mal connu et si mal compris ?*

Il est mal connu parce qu'aujourd'hui, on ne connaît plus grand-chose. Qui connaît encore Fernand Pelloutier, Victor Griffuelhes ou Pierre Monatte ? Qui a véritablement lu le texte de la Charte d'Amiens ? Mal compris, c'est une autre affaire. Un premier élément de réponse tient au caractère assez déroutant de son œuvre. La pensée sorélienne est une sorte de vaste continent aux multiples contours et aux multiples facettes. Elle abonde en variations, en contradictions, en évolutions de toutes sortes, qui masquent aux yeux de beaucoup des aspects de continuité qui, à mon avis, n'en sont pas moins aussi nombreux que profonds. Sorel est apparu aux yeux de certains comme tour à tour chrétien, anticlérical, marxiste, syndicaliste révolutionnaire, monarchiste, bolchevik, etc. Les choses s'éclairent si l'on fait l'effort d'aller y voir de plus près, mais tout le monde n'est pas prêt à faire cet effort.

La place originale que Sorel n'a cessé d'occuper dans l'histoire des idées en a fait par ailleurs un auteur réputé inclassable, ce dont ont horreur les esprits simplistes. Se tenant à l'écart aussi bien des anarchistes que des guesdistes, critiquant Paul Lafargue ou Gabriel Deville aussi bien que Fourier ou Benoît Malon, mêlant dans une synthèse qui n'appartient qu'à lui l'influence de Renan, de Proudhon et de Marx, de Vico, de Pascal et de Bergson, on ne sait trop où le placer. Le syndicalisme révolutionnaire, auquel son nom est si profondément attaché, occupe d'ailleurs lui aussi une place à part dans le mouvement ouvrier qui s'efforce de se relancer à partir de 1875, au lendemain de l'écrasement de la Commune et de l'effondrement de l'Association internationale des travailleurs (AIT). C'est ce que dira Griffuelhes en 1920 : « Nous n'étions plus ni anarchistes, ni jauressistes, ni guesdistes, ni allemanistes, nous n'étions plus que des syndicalistes ». Quant à l'influence que le syndicalisme révolutionnaire a exercée à l'étranger, exception faite de l'Italie, elle n'a guère été étudiée[5]. Tout cela n'a pas empêché un auteur comme Percy Windham Lewis d'affirmer que « George [sic] Sorel is the key to all contemporary political thought », ou un sociologue comme Julien Freund, qui reprit après la guerre la direction de la collection « Le devenir social » dont Sorel avait été le fondateur, de voir en lui « probablement le plus grand théoricien politique français depuis la fin du XIXe siècle ». Mais enfin, cela n'a pas facilité les choses.

Il y a ensuite toutes les équivoques nées des reproches que l'on n'a cessé de lui adresser indûment. A commencer bien sûr par son « apologie de la violence ». Certes, quand on lit dans les *Réflexions* que « c'est à la violence que le socialisme doit les hautes valeurs morales par lesquelles il apporte le salut au monde moderne »[6], on voit bien que Sorel se distingue de la philosophie des Lumières, qui ne voyait dans la violence qu'une forme exécrable de barbarie. Mais que veut-il dire par là ? Sorel, à qui il est arrivé de reprocher à Jaurès ses « indulgences » pour les « guillotineurs », prend soin de souligner ce qui sépare à ses yeux la violence de la classe ouvrière de celle des révolutionnaires jacobins : « On ne saurait confondre les violences syndicalistes exercées au cours des grèves par des prolétaires qui veulent le renversement de l'Etat avec ces actes de sauvagerie que la superstition de l'Etat a suggérés aux révolutionnaires de 1793 ». Chez lui, en fait, la *violence* ouvrière s'oppose à la *force* de l'Etat : « La force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre. La bourgeoisie a employé la force depuis le début des temps modernes, tandis que le prolétariat réagit maintenant contre elle et contre l'Etat par la violence ». C'est ce qu'avait bien compris Isaiah Berlin, quand il écrivait que « la véritable fonction de la violence sorélienne n'est pas l'agression, mais la résistance »[7]. Le problème est que la dichotomie à laquelle Sorel a recours va à l'encontre de l'opinion commune, qui tend au contraire à admettre dans certains cas l'usage de la force, mais ne voit dans la violence que brutalité sans retenue. Les choses s'éclairent dès que l'on met en rapport cette dichotomie avec un autre couple-clé : les notions

de légalité et d'illégitimité. L'autorité étatique est assise sur la loi. Elle est légale, mais n'est pas toujours légitime. La légitimité est du côté des opprimés. Loin que la violence soit à regarder comme une forme illégitime d'usage de la force, c'est elle au contraire qui incarne la légitimité, tandis que la force n'a que la légalité pour elle.

Sorel ajoute qu'« il ne s'agit pas de justifier les violents, mais de savoir quel rôle appartient à la violence des masses ouvrières dans le socialisme contemporain »[8]. Quel est ce rôle ? Aux yeux de Sorel, le grand mérite de la violence prolétarienne est d'empêcher le mouvement ouvrier de sombrer dans le réformisme et de faire « voir aux bourgeois la réalité révolutionnaire ». C'est pourquoi Edouard Berth la décrit comme une « chose très belle et très héroïque ». La violence dont parle Sorel n'est, en dernière analyse, qu'une manière pour la classe ouvrière de créer les conditions dans lesquelles elle ne pourra faire l'objet d'aucune récupération, ni céder à aucune des sirènes politiciennes ou réformistes. Elle a pour but premier d'interdire la paix sociale, de « reconsolider la division en classes ». C'est en ce sens que Sorel peut dire qu'elle « renferme tout le socialisme prolétarien ».

Il en va de même de l'« action directe », qui désigne avant tout l'action sur les lieux de travail et de production, l'action sans intermédiaire, et qui est donc à comprendre comme allant de pair avec l'indépendance du syndicat. Emile Pouget y voyait la « symbolisation du syndicalisme agissant » : « Elle signifie que la classe ouvrière, en réaction constante contre le milieu actuel, n'attend rien des hommes, des puissances ou des forces extérieures à elle, mais qu'elle crée ses propres conditions de lutte et puise en soi ses moyens d'action […] L'action directe, c'est purement l'action syndicale, indemne de tout alliage, franche de toutes les impuretés, sans aucun des tampons qui amortissent les chocs entre les belligérants »[9].

Sorel antidémocrate ? Il n'a en effet jamais varié dans sa critique de la démocratie. Désireux de débarrasser le socialisme des « préjugés démocratiques » qui l'ont « contaminé », il déclare explicitement que « le plus grand danger qui menace le syndicalisme serait toute tentative d'imiter la démocratie »[10]. Julien Freund va même jusqu'à écrire qu'« il lui importait peu qu'un homme fût classé politiquement à gauche ou à droite, il méritait une considération particulière du moment qu'il était un antidémocrate »[11] – propos qui mériterait sans doute d'être nuancé. Mais que faut-il comprendre par là ? Il ne faut surtout pas tomber dans l'anachronisme. Victor Hugo disait que « le suffrage universel, en donnant à ceux qui souffrent un bulletin, leur ôte le fusil ». Sorel voit les choses d'une façon différente. A ses yeux, comme aux yeux de nombreux représentants du mouvement ouvrier, la démocratie n'est que la « forme politique de la bourgeoisie ». C'est un système d'intégration des classes qui, sous couvert de pacifier les antagonismes politiques par le moyen du suffrage et la libre compétition des partis, empêche définitivement la classe ouvrière de livrer la guerre sociale qui s'impose. « La démocratie mêle les classes », dit Sorel. Mêlant les classes, elle affaiblit la lutte des classes. Tel est le reproche essentiel.

On a encore reproché à Sorel la brève sympathie qu'il manifesta à l'endroit de l'Action française vers 1908-1909. Il ne faut pas la surestimer, mais la situer dans son contexte. En 1908, Sorel s'affirme profondément déçu par le syndicalisme révolutionnaire, car il en soupçonne la récupération. L'année suivante, il est très affecté par la non-réélection de Victor Griffuelhes au poste de secrétariat général de la CGT. C'est à cette époque qu'il rompt avec *Le Mouvement socialiste*, la revue de Hubert Lagardelle. « J'ai senti que ma vie était finie », confiera-t-il à Giuseppe Prezzolini. Il cherche alors de nouvelles forces vives vers lesquelles se tourner. Il se trouve que 1908 a aussi été l'année des événements tragiques de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges (une grève déclenchée par les travailleurs des sablières a amené le

gouvernement Clemenceau à envoyer la troupe, faisant au moins trois morts chez les manifestants). Or, Charles Maurras fut pratiquement le seul journaliste de droite à flétrir, dans des termes très durs, la répression de Draveil[12]. Le 27 juin 1909, Sorel adresse à Pierre Lasserre une lettre dans laquelle il écrit : « Je ne pense point que personne (sauf probablement Jaurès) confonde l'ardente jeunesse qui s'enrôle dans l'Action française avec les débiles abonnés du *Gaulois* ! » On connaît la suite : la tentative avortée de *La Cité française* (1910), l'aventure de *L'Indépendance* (1911), le lancement du Cercle Proudhon, dont les chevilles ouvrières seront Edouard Berth, Henri Lagrange et Georges Valois.

Sorel ne publiera jamais une ligne dans les *Cahiers du Cercle Proudhon*, dont l'audience fut au demeurant quasi confidentielle. Le rapprochement qui s'opéra au sein du Cercle entre les éléments maurrassiens, très majoritaires, et quelques syndicalistes révolutionnaires, comme Berth et Marius Riquier, se fit à partir d'une critique conjointe de la démocratie. Mais c'est précisément là que l'équivoque était la plus éclatante. Maurrassiens et syndicalistes révolutionnaires ne critiquaient en effet nullement la démocratie pour les mêmes raisons. Ils la critiquaient même pour des raisons aussi opposées qu'inconciliables. Pour les royalistes du Cercle Proudhon, la démocratie n'est que la loi du nombre – critique droitière classique. S'y ajoute l'idée que la démocratie c'est la division de la nation, car l'affrontement des partis aboutit à la destruction de l'unité nationale. La démocratie, enfin, est dénoncée comme contenant un principe d'anarchie. Chez les syndicalistes révolutionnaires, c'est exactement l'inverse. Loin que la démocratie soit la loi du nombre, elle est le régime qui consacre le règne de l'oligarchie, c'est-à-dire du petit nombre. (On pense évidemment ici à la « loi d'airain » énoncée par Roberto Michels, avec qui Sorel fut en relation). Le jeu démocratique ne permet donc pas à la classe ouvrière de faire valoir ses revendications, car celles-ci y sont confisquées par les politiciens et les partis. Loin d'être d'être anarchique par essence, elle correspond à ce qu'Emile Pouget appelait l'« expression dernière du principe d'autorité », la « forme ultime de l'autorité ». Enfin, loin de diviser la nation, la démocratie est en réalité, ainsi qu'on l'a vu, perçue par les syndicalistes révolutionnaires comme une façon de l'unifier en masquant les antagonismes de classes. Sous-jacente à cette affirmation est la critique implicite de l'idée de nation, dans la mesure où celle-ci prétend rassembler des classes dont les intérêts sont d'emblée posés comme inconciliables.

Georges Sorel n'a jamais été maurrassien ni monarchiste, pour la bonne raison qu'il n'a jamais été nationaliste. Aussi l'équivoque a-t-elle rapidement pris fin. Sorel s'est vite détourné des « pipelets du nationalisme ». Edouard Berth, après avoir quelque temps professé une sorte de maurrassisme proudhonien, en est lui-même revenu au point de devenir l'un des plus féroces critiques de Maurras[13]. Quant à Valois, converti à partir de la fin des années 1920 à la « République syndicale » et à l'antifascisme militant, il ne sera pas le dernier en reste pour critiquer l'Action française, « école politique du verbalisme »[14].

En faisant de Sorel un inspirateur de la « droite révolutionnaire », et donc selon lui du fascisme, Zeev Sternhell a obscurci les choses beaucoup plus qu'il ne les a éclairées. Sur Sorel et le fascisme, on dispose heureusement aujourd'hui de nombreuses mises au point. L'une des premières a été faite par Edouard Berth dans sa préface à la traduction en langue allemande des *Réflexions sur la violence*, texte dans lequel il rappelle la critique de l'Etat chez Sorel et souligne que les violences du fascisme italien ne relèvent que de cette *force* bourgeoise à laquelle a toujours eu recours la légalité étatique[15]. La devise de Mussolini était : « Tout dans l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat ». Hostile à la philosophie de Hegel, Sorel était au contraire rigoureusement anti-étatiste. Le syndicalisme ouvrier dont il se réclamait ne saurait donc être confondu avec les principes de l'Etat fasciste italien. Ce qui est

vrai en revanche, outre certaines déclarations de Mussolini fort louangeuses envers Sorel, c'est qu'un certain nombre d'anciens syndicalistes révolutionnaires italiens ont rejoint le mouvement fasciste à partir des années 1920 ou 1930. Ce fut le cas par exemple de Michele Bianchi, d'Edmondo Rossini ou de Sergio Panunzio, qui entra en 1924 au directoire national du PNF et publia en 1939 une ambitieuse *Teoria generale dello Stato fascista*. D'autres firent le choix inverse. Alceste De Ambris, après avoir participé avec D'Annunzio à l'équipée de Fiume – où il fut à l'origine de la célèbre Charte du Carnaro –, finit par émigrer en France et se vit retirer la nationalité italienne en 1926 (il mourut à Brive en 1934)[16]. Arturo Labriola fut ministre du Travail dans le dernier gouvernement Giolitti et devint sénateur communiste après la Libération.

Professant une hostilité déclarée vis-à-vis de l'« esprit de système », Sorel ne pouvait en fait qu'inspirer de la défiance aux théoriciens dogmatiques. Sans doute faut-il placer parmi eux certains doctrinaires marxistes qui réprouvaient ses positions « révisionnistes » par rapport aux théories de Marx. On sait que Lénine, dont Sorel a pourtant prononcé l'éloge à la fin de sa vie[17], l'avait traité d'« esprit brouillon » dans *Matérialisme et empirio-criticisme* (1909), ouvrage qui ne saurait passer lui-même pour un modèle de limpidité. Je me souviens pour ma part avoir lu autrefois un livre sur la théories de la violence paru en Union soviétique en 1975, et traduit en français cinq ans plus tard, dont l'auteur, l'idéologue « orthodoxe » V. Denissov, annonçait sans surprise l'inévitable disparition de toute violence sociale « avec la liquidation de la dernière formation sociale antagoniste et la fondation de la société communiste sans classes », tout en réalisant le tour de force de ne pas citer une seule fois le nom de Sorel dans son ouvrage[18].

Il est possible enfin que l'anti-intellectualisme de Sorel n'ait pas facilité sa compréhension auprès d'intellectuels qui en ont tiré argument pour l'accuser d'« irrationalisme ». Cet anti-intellectualisme apparaît dès *Le procès de Socrate* (1889), ouvrage publié l'année même du centenaire de la Révolution, où Sorel manifeste à l'égard de la philosophie socratique une attitude critique qui n'est pas sans faire penser à Nietzsche. Mais c'est en fait sur Pascal et Bergson qu'il s'appuie pour déclarer que « le monde marche en dépit des théoriciens ». Sorel constate que les intellectuels sont en France les héritiers des anciens légistes, élite de hauts fonctionnaires bourgeois à la culture exclusivement livresque. Il en conclut que les intellectuels sont inéluctablement liés à la culture dominante, et qu'ils n'ont par ailleurs que trop tendance à verser dans l'utopie parce qu'ils attachent trop d'importance aux idées pures. Sorel n'aime pas les concepts abstraits. Il leur préfère les images agissantes (c'est le fondement de sa théorie du mythe). Il ne croit donc pas aux « intellectuels organiques » du type évoqué par Gramsci. Mais cela ne l'empêche pas de penser que certains intellectuels peuvent se mettre au service du prolétariat – se mettre à son service, mais non s'en faire les porte-parole. Ancien Polytechnicien, ancien inspecteur des Ponts et Chaussées, Sorel sait par ailleurs très bien qu'il est lui-même un intellectuel – et même, *horresco referens*, un intellectuel bourgeois. C'est aussi le cas de Berth. Du reste, la plupart des revues auxquelles il collabora, à commencer par *Le Mouvement socialiste*, étaient rédigées par des intellectuels, et ce sont encore des intellectuels qui formèrent en Italie le plus gros bataillon des syndicalistes révolutionnaires. Sorel écrit dans *L'avenir socialiste des syndicats* que « les théories sont nées de la réflexion bourgeoise », mais il n'en fait pas moins l'éloge des théories de Marx. Il lui est d'ailleurs arrivé aussi de reprocher aux dirigeants socialistes de voir d'un mauvais œil toute tentative « faite pour élever le niveau intellectuel du socialisme au-dessus des conditions de la propagande », et d'affirmer que le syndicalisme a besoin d'une « idéologie particulièrement puissante »[19]. En 1910, il se flatte d'avoir lui-même travaillé à « apporter une contribution à cette idéologie de la lutte de classe »[20]. Cette critique de l'intellectualisme, qui sera encore

amplifiée par Edouard Berth dans *Les méfaits des intellectuels* (1914), est donc à prendre *cum grano salis*.

3) *En quoi consiste son actualité ?*

Georges Sorel aurait sans doute été assez désespéré s'il avait pu voir l'époque actuelle. Le spectacle d'un parti communiste devenu social-démocrate, d'un parti socialiste qui a cessé d'être socialiste depuis au moins 1983, pour ne rien dire de syndicats tous plus ou moins convertis au réformisme, l'aurait à coup sûr conforté dans sa méfiance des partis et des organisations politiques. Bien qu'il ait milité pour l'« abolition du salariat », il n'aurait par ailleurs sans doute pas partagé la critique de l'idéologie du travail, pas plus qu'il n'aurait adhéré à la théorie de la décroissance. On ne l'imagine pas non plus en défenseur de l'idéologie des droits de l'homme, lui qui considérait que toute tentative de fonder le socialisme sur la base du « droit naturel » revient à ignorer le caractère spécifique de la lutte des classes. On voit bien enfin que ce qu'il a écrit sur le prolétariat, sur l'action directe, sur la grève générale, etc. a aujourd'hui beaucoup vieilli. Il y a pourtant, à mon avis, une actualité de la pensée sorélienne, que je crois évidente dans plusieurs domaines.

A une époque où la crise généralisée de la logique du Capital redonne elle-même une certaine actualité aux vues les plus pénétrantes de Karl Marx, l'interprétation sorélienne de la pensée marxienne me paraît particulièrement riche d'enseignements. Devenu marxiste en 1893, sans pour autant se défaire de son admiration inconditionnelle pour Proudhon, Sorel ne cédera jamais un pouce à l'antimarxisme de son temps, mais il n'en engagera pas moins une « révision » du marxisme à partir de 1897-1898. Il serait d'ailleurs intéressant de comparer son évolution avec celle du jeune Werner Sombart, au travers notamment des éditions successives de ce grand classique que fut *Sozialismus und soziale Bewegung* (première édition en 1896, innombrables traductions dans le monde).

Cette « révision », qui conduira Sorel à soutenir Bernstein contre Kautsky, n'a pas toujours été bien interprétée. Au départ, ce qui intéresse le plus Georges Sorel dans la pensée de Marx, ce n'est pas tant sa philosophie de l'histoire (qu'il rejette expressément), sa théorie de la valeur (qu'il dira dénuée de toute valeur scientifique), la dialectique comme instrument d'analyse des contradictions ébranlant les rapports de classe ou les dynamiques internationales (dont il ne prend visiblement pas la pleine mesure), ni même les thèses les plus lumineuses concernant la nature du capitalisme comme processus illimité de suracumulation du capital, le « fétichisme de la marchandise » ou la réification (*Verdinglichung*) des rapports sociaux, que les perspectives d'action révolutionnaire qu'elle permet d'ouvrir. Le marxisme l'a d'abord intéressé en tant que philosophie de la praxis et théorie de la mission du prolétariat. Dans *L'avenir socialiste des syndicats*, il écrit que le syndicalisme révolutionnaire réalise « ce qu'il y a de vraiment vrai dans le marxisme, de puissamment original, de supérieur à toutes les formules : à savoir que la lutte de classes est l'alpha et l'oméga du socialisme, – qu'elle n'est pas un concept sociologique à l'usage des savants, mais l'aspect idéologique d'une guerre sociale poursuivie par le prolétariat contre l'ensemble des chefs d'industrie –, que le syndicat est l'instrument de la guerre sociale »[21]. En quelques mots, tout est dit. Aux yeux de Sorel, de même qu'il y a selon Marx un « travail vivant » et un « travail mort », le syndicalisme révolutionnaire, par opposition au marxisme figé des disciples de Jules Guesde, qui n'ont que méfiance pour la « spontanéité révolutionnaire », est un marxisme vivant, un marxisme en mouvement, en action. Avec la théorie de Marx, la classe ouvrière peut espérer devenir, non plus seulement une classe « en soi », mais une classe « pour soi »,

ayant acquis la claire conscience de ce que sa condition la voue à s'opposer sans concession aucune à la classe dominante.

Je pense qu'il faut insister sur ce point. Le prolétariat n'est pas important parce que Marx lui donne un grand rôle, c'est bien plutôt Marx qui est important parce qu'il a su voir dans l'émancipation du prolétariat le problème essentiel de son époque. Cette centralité du prolétariat est chez Sorel l'un des invariants les plus évidents de sa pensée. Parvenu à la fin de sa vie, on sait qu'il se définissait lui-même comme un « serviteur désintéressé du prolétariat », formule qu'il avait également appliquée dans le passé à Proudhon et à Pelloutier. Elle est significative. Contrairement à ce qu'affirme Sternhell, Sorel a toujours mis la cause du prolétariat au-dessus même de celle du socialisme. Sans doute, lorsqu'il écrit en 1898 que « tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers », les syndicats semblent être encore un moyen de permettre au socialisme de se réaliser. Mais en réalité, c'est l'inverse : dans l'esprit de Sorel, c'est le socialisme qui n'a de sens que dans la mesure où il permet au syndicat de défendre et d'incarner les aspirations prolétariennes. On le verra bien après 1910, lorsque Sorel décidera de se consacrer désormais à des « études étrangères au socialisme » : il désespère alors du socialisme, qu'il croit « mort », mais non du prolétariat. Ce n'est donc pas le fait qu'il soit le porteur du socialisme qui fait la valeur du prolétariat. Le prolétariat a sa valeur en lui-même, parce qu'il est le *sujet historique* du moment. Le livre de Sorel sur *L'avenir socialiste des syndicats* aurait pu s'intituler plus justement « L'avenir syndicaliste du socialisme ».

Sorel écrit en 1898 que Marx a laissé une « œuvre géniale et inachevée ». On a vu en quoi elle était « géniale » selon lui. Mais pourquoi est-elle « inachevée » ? Parce qu'aucune théorie ne peut être considérée comme close, sauf à tomber dans l'« esprit de système ». Or, c'est cet esprit de système que Sorel voir triompher chez nombre de marxistes. Michel Henry définissait plaisamment le marxisme comme la « somme des contresens que l'on a fait sur la pensée de Marx ». Sorel n'est pas éloigné de penser la même chose. C'est ce qu'il affirme dans sa lettre à Benedetto Croce du 20 juin 1897 : « Le marxisme est loin d'être la doctrine et la méthode de Marx ; entre les mains des disciples dépourvus de connaissances historiques et de critique philosophique suffisante, le marxisme est devenu une caricature. "Revenons à Marx", voilà ma devise, et je crois que c'est la bonne voie ». Sorel se méfie déjà du matérialisme historique, de l'esprit de causalité absolue, de l'universalisme politique, de l'économisme envahissant. Quelques années plus tard, toujours dans une lettre à Croce, datée du 19 octobre 1900, il ira jusqu'à se demander si le matérialisme historique n'est pas finalement « une des lubies d'Engels ».

Dans sa préface au livre d'Arturo Labriola, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*[22], Sorel cherche à laver Marx de l'accusation de « fatalisme ». Il assure qu'on ne trouve « rien de semblable » chez l'auteur du *Capital*, car Marx s'est borné à considérer les événements « d'un point de vue empirique » : « C'est de leur mélange que jaillit la *loi historique* qui définit leur mode *temporaire* de génération ». Le capitalisme ou le prolétariat ne sont donc pas des phénomènes universels ou des absolus, mais des figures historiques à situer dans un moment historique donné. Marx n'est pas non plus coupable de tout subsumer sous l'angle de la détermination économique : « De ce que toutes les manifestations sociologiques ont besoin, *pour leur éclaircissement*, d'être placées sur leur supports économiques, il n'en résulte pas que la connaissance du support remplace la connaissance de la chose supportée […] On ne saurait donc parler de déterminisme, puisqu'il n'y a rien de déterminable ». Marx, selon Sorel, n'a jamais cru à l'existence de lois historiques conduisant à une philosophie *prédictive* de l'histoire parce qu'il n'existe aucun moyen de transformer

celle-ci en « une combinaison logique permettant de prévoir l'avenir ». Seules des *hypothèses* sur l'avenir (au demeurant utiles pour l'action) peuvent être formulées, mais il est impossible de conduire une réflexion scientifique sur l'avenir en se reposant sur des tendances, c'est à dire de les prolonger en leur donnant le caractère de certitudes alors qu'elles constituent des données déjà assez mal définies dans le présent. « On voit clairement quelle énorme erreur font ceux qui prennent des thèses métaphysiques pour des recherches sur les lois de la nature ». Pour Sorel, l'histoire est le règne de l'imprévu. N'obéissant à aucune loi décrétée par avance, à aucune fatalité inéluctable, à aucune téléologie déterministe, elle reste toujours fondamentalement ouverte. D'où le rôle des minorités agissantes (que Sorel se garde de confondre avec des « avant-gardes »). C'est pourquoi il récuse l'idée que la société sans classes soit l'aboutissement inéluctable de l'évolution des sociétés humaines, et se moque de Lafargue qui croit pouvoir annoncer la mort imminente du salariat à la façon dont Jésus proclamait la venue imminente du Royaume. En définitive, contre ceux qui veulent voir en Marx un prophète de la nécessité historique enfin dévoilée, il voit en lui, non sans raison, un philosophe de l'émancipation, donc de la liberté, dont l'ambition la plus profonde est de permettre à l'homme de se réapproprier son être (*Gemeinwesen*).

Un autre aspect que je crois profondément actuel dans la pensée de Georges Sorel est sa critique des « illusions du progrès ». Jacques Julliard, dans un livre récent, définit « la gauche » comme « la rencontre de l'idée de progrès, telle que par exemple la concevait Condorcet, avec l'idée de justice, telle que la concevait Proudhon »[23]. C'est dire que ces deux idées, la justice sociale et le progrès, ne se confondent pas l'une avec l'autre. Avant de se fondre dans un même courant politique, elles ont menée une existence indépendance. Elles n'ont pas le même sens. Elles n'ont pas non plus la même origine sociale. L'idée de progrès, sécularisation de la notion biblique d'une histoire linéaire globalement orientée vers le meilleur, s'impose aux XVIIIe et XIXe siècles au sein de la bourgeoisie libérale. Celle de justice sociale, qui a aussi des racines anciennes, résulte de l'exploitation du travail et de la misère créée dans les classes populaires par une révolution industrielle que cette même bourgeoisie libérale n'a cessé d'encourager.

Or, Sorel décèle parfaitement la nature de l'idéologie du progrès, qu'il fait remonter aux « classes élevées » de la fin du XVIIe et du XVIIIe siècles. « Cette idée, écrit-il, prit tout son développement en passant dans une bourgeoisie qui ne cessait d'acquérir richesse, pouvoir et honneurs […] La doctrine du progrès de l'humanité traduisait le mouvement de la classe bourgeoise et exprimait, d'une manière dissimulée, son ambition de tout dominer »[24]. Hostile à l'idéologie du progrès, qu'il considère comme une doctrine « bourgeoise », il en réprouve l'optimisme tout comme il dénonce l'optimisme de ceux qui s'imaginent que le socialisme ou la société sans classes représentent l'aboutissement naturel et nécessaire des progrès de l'économie associés aux progrès de l'esprit humain. Les choses sont donc ici tout à fait claires. Non seulement le socialisme n'a rien à voir avec l'idéologie du progrès, mais c'est en la rejetant que l'on parviendra à « mieux séparer qu'on ne l'a fait jusqu'ici le socialisme et les doctrines de partis bourgeois »[25]. A une époque où nous vivons de toute évidence une nouvelle crise de l'idée de progrès (l'avenir inspire désormais plus de craintes qu'il n'annonce des lendemains qui chantent), il n'est probablement pas inutile de constater, en relisant Sorel, qu'un socialisme authentique et fidèle à ses origines n'a nulle raison de rester ordonné à l'idée de nécessité historique ou à celle de progrès.

Sorel est en outre un professeur d'intransigeance, ce qui n'est pas à négliger dans une époque où abondent plutôt les « têtes molles ». Cette intransigeance, qui l'amène à récuser fermement toute forme de collaboration de classes, possède un sens que Jacques Julliard a

bien identifié : « Il s'agit avant tout de transformer en sécession volontaire et délibérée l'exclusion sociale dont la classe ouvrière est victime dans la société bourgeoise »[26]. Loin de vouloir supprimer la division de la société en classes antagonistes, Sorel veut au contraire la « consolider », la rendre inextinguible. Dans cette perspective, l'autonomie des syndicats représente la meilleure garantie de l'indépendance de la classe ouvrière. Le recours à la violence s'inscrit dans ce cadre : elle n'est pour le prolétariat qu'un moyen parmi d'autres de se couper définitivement de la bourgeoisie, de transformer en refus hautement affirmé de collaborer avec les classes supérieures une mise en subordination dont les « classes dangereuses » n'ont eu que trop à pâtir. Le « mythe » de la grève générale joue exactement le même rôle : « Chaque fois que des groupes ouvriers cessent de réaliser des images saisissantes bien que fort réduites de la révolution sociale, ils cessent de participer au mouvement socialiste moderne, car alors l'idée de classe s'évanouit en eux et ils tombent sous l'hégémonie de la démocratie »[27]. Dans tous les cas, il s'agit de rechercher les conditions d'une *scission* permettant à la classe ouvrière de se prémunir contre tout compromis, toute récupération, en se plaçant en état de *sécession* par rapport au reste de la société.

L'intérêt passionné que Sorel n'a cessé de porter aux origines chrétiennes – et plus largement aux causes du déclin de la culture antique – n'a pas d'autre motif que son désir d'y découvrir l'exemple d'une pareille *scission*. « Le problème de la scission est capital dans l'histoire des origines chrétiennes », écrit-il dans son essai sur « Renan historien du judaïsme » (1906). En 1910, il développe longuement ce thème : « Le monde a été frappé de la victoire que le christianisme remporta, aux premiers siècles de notre ère, sur des tendances qui semblaient devoir emporter le monde antique vers un syncrétisme religieux. L'œuvre de Tertullien nous montre que des hommes passionnés poussèrent jusqu'au paradoxe la thèse de scission idéologique ; on les a parfois traités d'insensés et ils acceptaient parfaitement que la doctrine chrétienne fût regardée comme une folie par les païens ; mais ce sont ces insensés qui ont mis le christianisme en état de triompher »[28]. Il ne fait pas de doute que Sorel se compare à ces « insensés » – ce qui conduira Edouard Berth à lui décerner le titre de « Tertullien du socialisme »[29]. De même que les premiers chrétiens habitaient dans le monde tout en se considérant comme des individus « hors-du-monde »[30], car ils se voulaient étrangers aux valeurs, à la culture, à la façon de vivre et de penser de l'empire romain, la classe ouvrière, selon lui, doit se tenir à l'écart d'une société dont elle réprouve les principes d'organisation et les valeurs. « Les grèves violentes, dit Sorel, tiennent la place des anciennes persécutions ».

Sorel fait ici de toute évidence un parallèle entre la décadence romaine et la décadence moderne. Dans les deux cas, un nouveau monde est à venir. Tout cycle qui s'achève implique un nouveau commencement. De même que les chrétiens, parce qu'ils surent ne rien céder de leur refus de la culture antique, furent à l'origine d'un nouveau commencement, il revient au prolétariat de camper dans la même disposition d'esprit pour instaurer un nouveau règne. L'intransigeance, autrement dit, est l'une des conditions du succès. Ce parallèle, en revanche, n'a rien à voir avec l'idée que le mouvement socialiste serait dans son essence d'esprit chrétien ou biblique, qu'il « actualiserait » des valeurs chrétiennes ou un souci de « justice » vétérotestamentaire, comme ont pu le soutenir par exemple les théologiens de la libération et bien d'autres penseurs. La comparaison que fait Sorel est d'ordre sociologique ; elle a trait à l'action. C'est ce qu'il a lui-même répondu à ceux qui avaient pu se méprendre sur ce point : « Les rapprochements que j'ai établis ne portent pas sur la nature du socialisme, mais seulement sur la logique des sentiments »[31].

Carl Schmitt faisait de la désignation de l'ennemi un trait caractéristique de l'action politique. Georges Sorel, qui n'était pourtant pas schmittien, ne cesse lui aussi de désigner un

ennemi. Pour ce faire, il use volontiers de métaphores militaires. Il présente la grève générale comme un acte « belliqueux », cite l'exemple des troupes de Napoléon ou des guerriers homériques, valorise l'audace et le courage du soldat, façon de présenter le prolétaire comme le soldat de son temps : « Saluons les révolutionnaires comme les Grecs saluèrent les héros spartiates qui défendirent les Thermopyles et contribuèrent ainsi à maintenir la lumière dans le monde antique »[32]. Dans sa préface à l'édition italienne de *L'avenir socialiste des syndicats*, il écrit que « maintenir l'idée de guerre parait aujourd'hui plus nécessaire que jamais, alors que tant d'efforts sont tentés pour opposer au socialisme la paix sociale »[33]. Dans la « lutte des classes », le mot « lutte » compte visiblement pour lui autant que le mot « classes ». L'homme ne vaut que dans la mesure où il est capable de lutter pour défendre ce qui vaut plus que lui-même. Citant les écrits de Proudhon sur la guerre, Edouard Berth abonde dans le même sens : « Nous, révolutionnaires, syndicalistes, nous avons rompu bien plus profondément avec l'esprit du XVIII[e] siècle que les socialistes tant réformistes que radicaux, car nous avons rompu radicalement avec toute l'idéologie bourgeoise, sous sa double forme romantique et philistine, en plaçant le socialisme, non plus sur le terrain du marchandage parlementaire ou du marchandage trade-unioniste, mais sur le terrain guerrier de la lutte de classe »[34]. Ni l'un ni l'autre ne sont pourtant des militaristes, ne serait-ce que parce qu'ils n'ignorent pas qu'« il y a une grande différence entre la guerre des Etats et celles des classes ». C'est même précisément parce qu'ils ont le sens de l'ennemi qu'ils condamneront sans équivoque l'affreuse boucherie de 1914-1918 – dont le syndicalisme révolutionnaire ne s'est jamais relevé (pas plus que l'Action française, d'ailleurs) – et la façon dont l'« union sacrée » s'est alors imposée à la façon d'une illusion permettant de masquer les clivages de classes.

Analysant les conséquences à venir de l'actuelle crise financière, et voyant déjà s'esquisser des mouvements collectifs incontrôlables, potentiellement insurrectionnels, contre des gouvernements qui « deviennent tendanciellement les ennemis de leurs peuples », l'économiste Frédéric Lordon n'hésitait pas à déclarer récemment que « la question ultra taboue de la violence en politique va peut-être bien devoir être pensée »[35]. Serait-ce une autre façon de poser la question de l'actualité de la pensée sorélienne ?

Nous vivons à l'époque du capitalisme du troisième type. Après l'ancien capitalisme marchand et industriel, ce turbo-capitalisme a la double particularité d'être essentiellement financier et presque entièrement déterritorialisé. A la fois pour satisfaire à l'exigence actionnariale et profiter des opportunités que lui offrent les délocalisations, il exerce sur les salaires une pression à la baisse d'une ampleur rarement vue, tandis que les politiques d'austérité mises en œuvre par les Etats pour faire face à leur endettement auprès des marchés financiers aboutissent à une remise en cause des acquis sociaux obtenus par plus d'un siècle de luttes sociales. Le capitalisme retrouve en d'autres termes la voracité prédatrice qui était la sienne à l'époque des débuts du mouvement ouvrier, lorsque l'accélération de la révolution industrielle provoquait l'aggravation de la lutte des classes. C'est aussi en cela que les thèses de Sorel retrouvent une actualité.

Mais le capitalisme ne s'oppose plus seulement aux classes populaires. La fin de l'époque fordiste, qui avait culminée dans les « Trente Glorieuses », a aussi vu la rupture de la solidarité de fait qui l'unissait aux classes moyennes. Celles-ci ne bénéficient plus des profits accumulés au sommet de la pyramide, ce qui rend caduque la théorie du « déversement » énoncée par Alfred Sauvy, et se retrouvent menacées de déclassement. Le vieux prolétariat a disparu à l'époque du capitalisme post-bourgeois et post-prolétarien, pour reprendre l'expression du philosophe marxiste italien Giuseppe Preve, mais on voit se dessiner un nouvelle alliance des classes populaires et des classes moyennes contre des élites

transnationales entraînées dans la fuite en avant à quoi se résume l'illimitation naturelle de l'*hybris* du Capital.

Peut-on dire alors, dans ce contexte, que le « prolétariat » sorélien pourrait être remplacé par le « peuple » pris de façon plus globale ? Il faut être prudent sur ce point. On a parfois l'impression que Georges Sorel n'aurait pas été hostile à un populisme authentique, c'est-à-dire à un populisme épuré de toute démagogie et cherchant, non à parler au nom du peuple, mais à donner au peuple les moyens de s'exprimer par lui-même. Cependant, Sorel ne s'est jamais présenté comme un partisan du « peuple », ni comme *ethnos*, ni même comme *démos*, au sens du peuple politique. Lorsqu'il il lui arrive de parler de « peuple », c'est pour en faire un synonyme de la seule classe ouvrière, c'est-à-dire de la masse des exploités. Il est probable que le terme lui paraissait mystificateur dans la mesure où il peut, lui aussi, être employé pour masquer la division des classes et l'antagonisme qui les oppose. De fait, le peuple a souvent été invoqué contre la classe, voire dans l'intention de « réconcilier » les classes (en général sur le dos d'un bouc émissaire qui les aurait « artificiellement » opposées), notamment par la droite ou l'extrême droite. Difficile dans ces conditions de faire de Sorel un précurseur du populisme.

N'oublions pas, néanmoins, ce que Berth a écrit à propos de Georges Sorel : « Il n'était pas de ceux qui se flattent de penser à soixante ans comme à vingt, et il prétendait, au contraire, apprendre toujours ». Ce pourrait être une leçon pour beaucoup.

4) *Est-il selon vous un révolutionnaire ou un conservateur ?*

Il me semble qu'il est les deux. Plus exactement qu'il est révolutionnaire parce qu'il est conservateur, et conservateur parce qu'il est révolutionnaire. D'un point de vue sorélien, au point où en sont arrivées les choses, seule une révolution peut permettre de conserver ce qui mérite de l'être : un certain nombre de valeurs morales que la bourgeoisie marchande est en train de tuer. Mais à l'inverse, c'est seulement en prenant appui sur ces valeurs à conserver que le prolétariat peut trouver la force d'âme et l'énergie nécessaires pour faire la révolution. C'est ce que certains théoriciens de l'écologie politique paraissent également avoir compris de nos jours, mais dans une optique différente : seule une révolution serait en mesure d'en finir avec le productivisme pour assurer la conservation de ce qui compte (la sauvegarde des écosystèmes et des milieux naturels de vie, par exemple) ; seule la conservation de l'essentiel peut justifier, voire rendre nécessaire une révolution, c'est-à-dire une rupture sans concession avec une idéologie dominante qui n'est jamais finalement que l'idéologie des dominants.

Michael Freund et, après lui, son homonyme Julien Freund ont en leur temps tous deux qualifié Georges Sorel de « révolutionnaire conservateur »[36]. Armin Mohler, de son côté, est allé jusqu'à faire de lui une sorte de « patriarche » (*Erzvater*) de la Révolution Conservatrice allemande[37], au même titre que Vilfredo Pareto, Gaetano Mosca ou Thorstein Veblen, ce qui paraît un peu exagéré dans la mesure où les auteurs de la RC allemande ne se sont guère réclamés de lui (à l'exception du sociologue Ernst Wilhelm Eschman et du « national-bolchevik » Ernst Niekisch). Carl Schmitt lui-même, qui n'a d'ailleurs jamais appartenu à la Révolution Conservatrice que de façon marginale, passe certes pour avoir été l'un des premiers à avoir fait connaître en Allemagne la théorie sorélienne du mythe[38]. Cela ne saurait faire oublier que Schmitt est avant tout un étatiste résolu, ce que Sorel n'est évidemment pas[39].

Traditionaliste de formation, Sorel s'est rapidement affirmé comme un défenseur intransigeant de la révolution prolétarienne, en même temps qu'il a combattu un certain nombre d'idées héritées des Lumières. C'est cette combinaison originale qui a dérouté bien des observateurs, dès lors tentés de le ramener à l'un ou l'autre camp. Je crois qu'une telle démarche est erronée. Il est plus juste de dire que, de même qu'il y a eu un hégélianisme de droite et un hégélianisme de gauche, il a existé un sorélisme de droite et un sorélisme de gauche. A partir de Sorel, on peut aboutir à Péguy, Bernanos, Robert Aron et Pierre Andreu, comme on peut aboutir à George Orwell, Christopher Lasch et Jean-Claude Michéa. Tout est affaire de lecture. Lorsque Sorel écrit que les ouvriers se considèrent avant tout comme des « tenanciers ayant un droit à rester attachés à leur travail qui est un patrimoine »[40], cette phrase, qui n'est pas sans évoquer Péguy, laisse supposer une opposition foncière au « travail en miettes » des masses taylorisées, mais peut également faire l'objet d'interprétations contradictoires. Il en va de même lorsque Berth affirme, en 1913, qu'on aurait grand tort de croire que les travailleurs n'ont pas de patrie : « Au contraire, les ouvriers ont une patrie plus encore que les bourgeois, qu'on pourrait considérer, eux, comme étant les vrais "sans-patrie" ; car le riche est le vrai "déraciné", qui, partout dans le monde, où qu'il se trouve, se trouve bien, précisément grâce à sa richesse ; tandis que l'homme du peuple, le pauvre, dépaysé, déraciné, transplanté, livré à la double domination capitaliste et étrangère, est doublement esclave et malheureux. En fait, dans l'histoire, ce sont les classes riches qui, le plus souvent, pour un ignoble intérêt de classe, ont vendu la patrie à prix d'or […] alors que les classes populaires la défendaient avec l'acharnement le plus magnifique »[41]. Edouard Berth, moins de dix ans plus tard, collaborera à la revue de Henri Barbusse, *Clarté*. Il faut savoir saisir tout cela en même temps.

5) *Quel est son apport à la pensée sociale ?*

Tout comme Proudhon, ou comme Gustav Landauer en Allemagne, Sorel n'a jamais travaillé à une théorie pratique de la révolution, mais à une réflexion en profondeur sur les présupposés de l'action, c'est-à-dire les conditions morales et sociales d'une régénération. Il n'a jamais été un homme d'action, mais il n'a jamais pensé qu'en référence à l'action. Plus exactement en référence au concret. Sorel est un homme qui a toujours joué le concret contre l'abstrait. Le concret est relatif à une situation particulière, à une époque donnée, tandis que l'abstrait s'évade dans des généralités qui sont à notre époque ce que les « universaux » étaient aux Scoliastes. D'où son intérêt pour le mythe, terme qui apparaît pour la première fois dans son *Introduction à l'économie moderne* (1903) et qui se définit comme une image qui pousse à l'action. Une image, et non pas un concept. Le mythe ne renvoie pas au passé, mais à l'avenir. Il n'éclaire pas sur ce qui a eu lieu, mais sur ce qui se produira, ou du moins sur ce qu'on cherche à produire. Sorel n'aime pas l'Unique. Il n'aime pas la philosophie « unitaire » de Hegel. Il n'aime pas l'unité qui s'exprime dans la centralisation, capétienne ou révolutionnaire. Hostile à l'universalisme et à l'uniformité, défiant à l'endroit du « socialisme d'Etat », et même de l'Etat tout court, il est décentralisateur (tout comme Renan et Tocqueville) et partisan du pluralisme dans tous les domaines. Maximilien Rubel a même vu dans la « haine du jacobinisme » l'une des constantes les plus profondes de sa pensée. Le syndicalisme révolutionnaire est lui-même antijacobin, décentralisateur et même fédéraliste. C'est pourquoi il récuse la vision guesdiste d'une société organisée comme une vaste pyramide. Sorel se sent à cet égard plus proche de la pensée politique allemande que de la tradition française, pour reprendre une opposition longuement explorée par Louis Dumont.

« Il n'est pas de sauveur suprême : ni Dieu, ni César, ni tribun / Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes : travaillons au salut commun »… L'apport majeur de Georges Soral à la pensée sociale pourrait bien tenir dans ce mot : *nous-mêmes* (qui, en irlandais, se traduit par *Sinn Féin*). L'expression revient d'ailleurs constamment sous la plume des théoriciens du syndicalisme révolutionnaire. En 1898, Sorel répète que « le socialisme n'est pas une doctrine, une secte, un système politique ; c'est l'émancipation des classes ouvrières qui s'organisent, s'instruisent et créent des institutions nouvelles »[42]. C'est aussi ce qu'explique l'ex-anarchiste Georges Yvetot, qui succéda à Fernand Pelloutier à la tête de la Fédération des Bourses du Travail : « La classe ouvrière est assez grande pour marcher toute seule puisqu'elle sait mieux que les intellectuels où elle va, vers quel but et par quelques moyens »[43]. Et c'est encore dans cet esprit qu'Arturo Labriola peut affirmer que « la révolution sociale ne peut être l'œuvre d'un parti ou d'une secte, mais l'œuvre des syndicats eux-mêmes ».

Sorel n'adhère pas à la théorie proudhonienne de l'auto-organisation « mutualliste » de la société, mais en même temps, il ne croit pas à l'idée d'une classe ouvrière « guidée » par un mouvement ou un parti d'avant-garde. Il récuse la formule de Blanqui, selon qui la révolution sera d'abord l'œuvre d'une minorité qui parviendra à entraîner les masses. La classe ouvrière, pour lui, se doit d'être révolutionnaire par elle-même. Ce n'est pas en se plaçant dans le sillage des partis politiques, création de la bourgeoisie, qu'elle y parviendra, mais en se regroupant dans les syndicats, seuls capables à ses yeux d'instaurer la « libre société des producteurs ». Le message est clair : il s'agit de faire du syndicat le seul moteur de l'émancipation sociale et, par suite, de le préserver de toute contagion avec les idéologues, les parlementaires, les intellectuels ou les partis. Pourquoi ce rôle donné aux syndicats ? Parce qu'ils rassemblent des travailleurs réunis par leur pratique commune, ce qui les rend autosuffisants. C'est cette indépendance du syndicalisme face aux partis, à commencer par le parti socialiste, que consacre la célèbre Charte adoptée par la CGT à son congrès d'Amiens (octobre 1906). On pourrait voir dans cette façon de pensée une parenté avec le principe de subsidiarité tel qu'il fut énoncé dès le XVIe siècle par Johannes Althusius : les hommes doivent pouvoir le plus possible, à tous les niveaux, décider par eux-mêmes de ce qui les concerne.

Se posent toutefois deux problèmes assez complexes, qu'on ne pourra ici qu'esquisser. Le premier tient à l'attitude de Sorel vis-à-vis de la politique. On constate souvent, en le lisant, que sa critique de la démocratie n'est pas loin de s'étendre à une critique de la politique, ramenée sans plus à l'affrontement stérile ou opportuniste des politiciens. « Le socialisme prolétarien, écrit-il par exemple, s'oppose à la démocratie, au moins en tant que celle-ci favorise le progrès de son contraire, le socialisme politique »[44]. La raison en est évidemment que la démocratie parlementaire trouve dans le jeu des partis politiques son incarnation la plus classique. Mais ne peut-on pas se faire une autre idée de la politique ? On a l'impression que Sorel, lorsqu'il oppose le syndicat au parti, ou bien encore le « producteur » au citoyen, n'est pas éloigné d'opposer aussi l'économie à la politique, ce qui risque de le faire tomber dans un « économisme » dont il s'est efforcé de montrer qu'il était inexistant chez Marx, mais dont on pourrait aussi bien faire le reproche aux auteurs libéraux, adeptes de l'*Homo œconomicus*. Il écrit pourtant aussi que « l'économie n'est pas une simple observation comme l'histoire ou comme une morphologie naturelle », ce qui va à l'encontre des théoriciens néoclassiques d'une « économie pure » dont les théorèmes seraient valables en tous temps et en tous lieux. Dans *Le procès de Socrate*, on lisait déjà d'ailleurs : « De tous les gouvernements, le plus mauvais est celui où la richesse et les capacités se partagent le pouvoir […] Le succès justifie tout ; pas une idée morale ; c'est l'idéal des Anglais. Le vice de ce gouvernement repose sur

l'application du principe de l'échange ; les hommes ne comptent pas ; il n'y a que des valeurs en présence. La prédominance des idées économiques a non seulement pour effet d'obscurcir la loi morale, mais aussi de corrompre les principes politiques »[45]. Ce qui est sûr, c'est que Sorel rejette nettement l'idée d'un primat du politique, de même qu'il ignore complètement la distinction schmitienne entre *la* politique et *le* politique – ce qui par moments le fait apparaître comme terriblement « impolitique ».

L'autre problème tient à la curieuse ambivalence des sentiments de Georges Sorel vis-à-vis de la bourgeoisie, dont il dénonce le règne avec une extrême vigueur, mais sans jamais se départir d'une certaine admiration pour ce que furent ses anciennes vertus. Il reconnaît d'ailleurs au capitalisme le mérite d'avoir introduit dans l'histoire le phénomène de la productivité, sans lequel il n'y aurait ni socialisme ni prolétariat. Cette ambivalence n'est pas tout à fait identique à celle d'un Marx faisant crédit au capitalisme bourgeois d'avoir aboli le système féodal, quitte à avoir du même coup tout « noyé dans les eaux glacées du calcul égoïste ». Elle va plutôt de pair avec une dialectique, que l'on retrouve également chez Berth (sous la forme d'une « loi des antinomies » d'inspiration proudhonienne), qui fait de la lutte contre la bourgeoisie une manière de la rendre à elle-même. Sorel dit à plusieurs reprises que la lutte du prolétariat, en durcissant le front de classes, ne redonnera pas seulement sa dignité aux prolétaires mais empêchera la bourgeoisie de dégénérer. Dans les *Réflexions*, il déclare ainsi explicitement que le prolétariat doit recourir à la violence afin de parvenir « à reconsolider la division en classes et à rendre à la bourgeoisie quelque chose de son énergie ». En somme, il ne dit pas que la bourgeoisie sera d'autant plus faible que le prolétariat sera fort, mais que la lutte des classes les rendra tous deux plus forts. Artur Labriola va peut-être plus loin encore quand il écrit : « Les syndicalistes ne veulent pas appauvrir les capitalistes ou ralentir l'essor de l'industrie. Ils envisagent avec méfiance toutes les mesures qui, sous prétexte de protection sociale, compromettent l'élan du capitalisme »[46]. L'idée fondamentale est que l'élan productif engendré par le capitalisme doit être conservé, mais en étant replacé sous le contrôle des travailleurs. Il y a là plus d'une équivoque. Cet aspect de la pensée sorélienne mériterait en tout cas d'être étudié plus avant.

6) *La morale de Sorel a-t-elle encore une actualité ?*

« La révolte sociale sera morale ou ne sera pas », écrivait le jeune Péguy quand il animait la bagarre dreyfusarde au Quartier latin. Sorel n'a jamais pensé autrement. Dès ses premiers écrits, il s'emploie à formuler des principes de « moralité populaire », qu'il juge indissociables d'un « état d'esprit épique ». Il se réfère alors à la Bible, à laquelle il ne croit pas, comme un moyen de « servir à l'instruction du peuple, l'initier à la vie héroïque, combattre les tendances délétères de l'utilitarisme […] L'utilitarisme ronge la bourgeoisie autant que la plèbe »[47]. Converti au marxisme, il assure que « les appréciations morales abondent dans le *Capital* ». Dans *L'avenir socialiste des syndicats*, il souligne que la partie faible du socialisme est sa morale, et que les transformations économiques ne peuvent bénéficier aux travailleurs s'ils n'ont pas au préalable acquis un degré supérieur de culture morale. « En dernière analyse, écrit-il en 1907, le socialisme est une métaphysique des mœurs »[48]. La lutte des classes elle-même est à ses yeux un facteur de régénération morale. Le mythe de la grève générale a elle aussi pour but de catalyser l'énergie morale de la classe ouvrière. Ce que Sorel admire chez Vico, ce n'est pas seulement la théorie des *ricorsi*, mais aussi ses analyses de la psychologie des comportements et des sentiments moraux. Tout cela est bien connu.

Mais de quelle morale s'agit-il ? La morale sorélienne, dont l'austérité frôle parfois le puritanisme, n'a pas grand chose à voir avec la morale humanitaire ou avec la morale chrétienne, ni même avec la morale de Kant, vis-à-vis de qui Sorel nourrit des sentiments partagés. C'est plus exactement une *éthique*, fondée sur la force de caractère sans laquelle l'homme est constamment menacé de tomber au-dessous de lui-même – ce qui explique que Berth ait pu décrire les *Réflexions sur la violence* comme un « traité d'éthique prolétarienne ». Sorel veut redonner sa place à un homme porté par la hauteur morale et la noblesse d'âme : « Ce qu'on appelle le but final n'existe que pour notre vie intérieure […] Il n'est pas en dehors de nous ; il est dans notre propre cœur »[49]. Il veut former des « générations héroïques » en leur citant en exemple les grandes figures du passé. « Fuyons le sublime à la mode », disait Maurras. Sorel est au contraire hanté par le *sublime*. « Le sublime est mort dans la bourgeoisie, écrit-il, et celle-ci est donc condamnée à ne plus avoir de morale »[50]. Hostile au progrès, Sorel est, comme Proudhon, obsédé par la décadence morale qu'a entraînée la diffusion des valeurs marchandes et bourgeoises. Dans les périodes de décadence, les qualités morales les plus élevées sont moquées et disparaissent. On ne se bat que pour la jouissance et la répartition des biens acquis. C'est le règne de la médiocrité, de l'anonymat de masse. Se pose alors la question du sujet historique qui serait capable de mettre un terme à cette situation, de retrouver le sens de l'héroïque et du « sublime ». C'est pour Sorel le prolétariat.

Nombre de socialistes de la fin du XIXe siècle portent eux aussi une condamnation morale sur l'exploitation des travailleurs par les détenteurs du capital. Mais chez Sorel, cette condamnation revêt une forme particulière. La domination et l'oppression le scandalisent plus que la pauvreté, dont il perçoit comme Péguy qu'elle peut aller de pair avec la dignité. Sorel aspire à une révolution, non pour instaurer le règne du bonheur confortable pour tous, mais pour en finir avec l'esprit du temps. Sa morale s'ordonne donc, non à une indignation de type vétérotestamentaire, qui n'est pas très éloignée du ressentiment, mais à une admiration pour des vertus dont beaucoup ressortissent à l'éthique de l'honneur dont l'Antiquité était familière : le courage, l'héroïsme, l'énergie, la *virtú*, le désintéressement, la tenue, le sens du sacrifice et de la gratuité, le refus instinctif de la bassesse et de la lâcheté, sans oublier le goût du travail bien fait et cette « *common decency* » tant vantée par George Orwell, dont le prolétariat lui semble désormais le seul dépositaire. Dans les *Réflexions sur la violence*, il se demande d'ailleurs « si toute la hauteur morale des grands penseurs contemporains ne serait pas fondée sur une dégradation du sentiment de l'honneur ». On est ici très loin de l'esprit des Béatitudes : Sorel ne veut pas faire l'apologie de la « faiblesse », mais plutôt rendre forts ceux qui sont humiliés et dépossédés de tout[51]. Quand il écrit que le socialisme est la « doctrine qui permettrait d'échapper à la dégénérescence morale qui affecte la société », on comprend que sa morale, en même temps qu'elle est une protestation contre l'injustice, vise aussi à exalter un type d'homme qu'il craint de voir disparaître. Une fois encore, il n'est en cela pas très éloigné de Péguy.

Edouard Berth a dit de Sorel qu'il fut toute sa vie durant, non seulement un « serviteur désintéressé de la classe ouvrière », mais aussi « un *fidèle*, dans toute l'acception de ce mot, chez qui le *mythe révolutionnaire* tenait vraiment lieu de religion »[52]. Tout en exécrant ce qu'il appelait l'« esprit clérical dans le socialisme »[53], Sorel était en effet un esprit « religieux » au sens où il existait pour lui des « analogies remarquables […] entre l'activité des ordres religieux et celles des syndicats révolutionnaires »[54]. Il appartenait à une époque où l'on entrait encore en politique comme on entre en religion – et d'autant plus que l'on était sans religion.

Sorel a toujours professé une sorte de pessimisme à la fois stoïque et tragique. Mais ce pessimisme ne l'a jamais amené à désespérer. « Le réveil des idées pessimistes dans certains milieux semble annoncer un réveil de la moralité », écrivait-il déjà dans *Le procès de Socrate*[55]. Au soir de sa vie, son « Plaidoyer pour Lénine », inspiré par la conviction que Moscou est devenue la « Rome du prolétariat », lui inspire ces lignes testamentaires qu'on a souvent citées : « Je ne suis qu'un vieillard dont l'existence est à la merci de minimes accidents. Mais puissé-je, avant de descendre dans la tombe, voir humilier les orgueilleuses démocraties bourgeoises, aujourd'hui cyniquement triomphantes ». Les choses ont-elles tellement changé depuis ?

Alain de Benoist

1. Frantz Fanon, *Les damnés de la Terre*, François Maspéro, Paris 1961.

2. On sait que Sorel désignait sous l'expression de « Nouvelle Ecole » le courant de pensée, regroupé autour de la revue *Le Mouvement socialiste*, dans lequel il se situait. Cf. notamment Jeremy Jennings, *Syndicalism in France. A Study of Ideas*, Macmillan, Basingstoke 1990 (« Georges Sorel and the Nouvelle Ecole », pp. 56-113) ; Marco-Angelo Gervasoni, *Georges Sorel, le syndicalisme et la Nouvelle Ecole entre libéralisme et socialisme*, thèse de doctorat, Université de Paris VIII, Paris 1995.

3. Première publication : Alain de Benoist, « Georges Sorel : une bibliographie », in *Rassegna siciliana di storia e cultura*, VI, 17, décembre 2002, pp. 43-98.

4. Cf. en particulier les deux longues préfaces que j'ai rédigées en 2007, l'une pour un volume comprenant le texte intégral des six *Cahiers du Cercle Proudhon* parus en 1912-1913 (Avatar, Paris 2007, préface pp. 11-109), l'autre pour la nouvelle édition des *Méfaits des intellectuels* d'Edouard Berth (Krisis, Paris 2007, préface pp. 11-147). Une nouvelle version, plus développée encore, de ces deux textes devrait être reprise prochainement dans un livre.

5. Citons néanmoins Marcel van der Linden et Wayne Thorpe (ed.), *Revolutionary Syndicalism. An International Perspective*, Scolar Press, Aldershot 1990.

6. Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, Marcel Rivière et Cie, Paris 1972, p. 331.

7. Isaiah Berlin, *A contre-courant. Essais sur l'histoire des idées*, Albin Michel, Paris 1988, pp. 333-334.

8. *Réflexions sur la violence*, op. cit., p. 53.

9. Emile Pouget, *L'action directe*, Le Réveil ouvrier, Nancy 1910. Rappelons aussi que Sorel est rigoureusement hostile au sabotage (ce en quoi il s'oppose à Guérard et Pouget).

10. *Le Mouvement socialiste*, 1er-15 novembre 1905.

11. Julien Freund, « Une interprétation de Georges Sorel », in *Revue européenne des sciences sociales-Cahiers Vilfredo Pareto*, Genève, XIV, 36, avril 1976, pp. 81-94 [texte d'une conférence prononcée le 25 novembre 1975 devant les membres de la Fondation Siemens à Munich].

12. Cf. ses quatre articles sur « La question ouvrière », publiés dans *L'Action française* entre le 30 juillet et le 11 août 1908. Qualifiant de « vieillard sanglant » le général Virvaire, qui fit tirer sur les ouvriers révoltés, il y accuse Clemenceau d'avoir volontairement voulu faire couler le sang pour justifier l'arrestation des principaux dirigeants syndicalistes. Son premier article s'ouvre sur ces mots : « Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, en temps de calme ou les jours de crise, la bourgeoisie ne comprend pas la question ouvrière, et cela, faute de la voir ». « La guerre des classes, ajoute Maurras, naîtra toutes les fois qu'une classe parlera du devoir des autres au lieu d'examiner si elle fait le sien ».

13. Cf. Edouard Berth, *Guerre des Etats ou guerre des classes*, Marcel Rivière, Paris 1924.

14. Cf. Georges Valois, *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans, 1918-1928*, Librairie Valois, Paris 1928.

15. Georges Sorel, *Über die Gewalt*, Universitätsverlag Wagner, Innsbruck 1928, trad. Ludwig Oppenheimer, présentation de Gottfried Salomon, postface d'Edouard Berth. Le texte français de la postface a d'abord été publié dans *La Révolution prolétarienne*, 15 mars 1929 et 1er avril 1929, puis repris dans Edouard Berth, *Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*, Marcel Rivière, Paris 1932, pp. 169-204.

16. Cf. David D. Roberts, *The Syndicalist tradition and Italian Fascism*, University of North Carolina Press, Chapel Hill 1979.

17. Georges Sorel, « Pour Lénine », texte d'abord paru en italien dans le *Resto del Carlino* du 23 juillet 1919, puis ajouté en appendice aux *Réflexions sur la violence*.

18. V. Denissov, *Les théories de la violence dans la lutte idéologique*, Editions du Progrès, Moscou 1980.

19. Georges Sorel, « Préface pour une œuvre nouvelle », in Michel Charzat (éd.), *Georges Sorel*, Cahiers de l'Herne, Paris 1986, pp. 305 et 307.

20. ibid., p. 307.

21. Georges Sorel, *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, 2e éd., Marcel Rivière, Paris 1921, p. 67.

22. Arturo Labriola, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, Giard et Brière, Paris 1897.

23. Jacques Julliard, *Les gauches françaises, 1762-2012*, Flammarion, Paris 2012, p. 862. Dans le même ouvrage, Julliard parle aussi du « surgissement de la doctrine syndicaliste révolutionnaire comme composante à part entière de la gauche » (p. 471). Cette dernière formulation me semble entachée d'anachronisme. Les premiers socialistes, tout comme les syndicalistes révolutionnaires, ne se présentent en effet nullement comme des hommes « de gauche ». Jean-Claude Michéa rappelle à ce propos que « le socialisme n'était, à l'origine, ni de gauche ni de droite », et qu'il ne serait jamais venu à l'idée de Sorel ou de Proudhon, de Marx ou de Bakounine de se définir eux-mêmes comme des hommes « de gauche » (cf. Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Climats-Flammarion, Paris 2011). La « gauche », jusqu'à l'affaire Dreyfus, ne désigne rien au-delà des « radicaux ».

24. Présentation des *Illusions du progrès*, in *La Petite République*, 2 juin 1908.

25. Ibid.

26. *Les gauches françaises, 1762-2012*, op. cit., p. 676.

27. « Préface pour une œuvre nouvelle », op. cit., p. 314.

28. Ibid., pp. 312-313. On trouve des considérations analogues dans la conclusion des *Insegnamenti sociali della economia contemporanea* publiée le 1er juillet 1905 dans *Le Mouvement socialiste*.

29. Edouard Berth, « Georges Sorel », in *Clarté*, 15 septembre 1922.

30. Sur la notion d'« individu hors-du-monde », cf. Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Seuil, Paris 1983.

31. « Préface pour une œuvre nouvelle », op. cit., p. 314.

32. *Réflexions sur la violence*, op. cit., p. 110.

33. *Le Mouvement socialiste*, 1er-15 novembre 1905, pp. 266-280.

34. *Le Mouvement socialiste*, 15 mai 1908, p. 396-397.

35. Frédéric Lordon, entretien dans *La Revue des livres*, décembre 2011.

36. Cf. Michael Freund, *Georges Sorel, der revolutionäre Konservatismus*, Vittorio Klostermann, Frankfurt/M. 1932 ; Julien Freund, « Une interprétation de Georges Sorel », art. cit.

37. Armin Mohler, *Die Konservativen Revolution in Deutschland 1918-1932. Ein Handbuch*, 3e éd., Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt 1989, vol. 2, pp. 29-32.

38. Carl Schmitt, *Die geistesgeschichtliche Lage des heutigen Parlamentarismus*, Duncker u. Humblot, München-Leipzig 1923 [trad. fr. : *Parlementarisme et démocratie*, Seuil, Paris 1988]. Cf. aussi « Die politische Theorie des Mythus », in Carl Schmitt, *Positionen und Begriffe*, Hanseatische verlagsanstalt, Hamburg 1940, pp. 9-18.

39. Cf. aussi Michael Buckmiller, « Georges Sorel et le "conservatisme révolutionnaire" en Allemagne », in *Cahiers Georges Sorel*, 3, 1985, pp. 54-57.

40. Georges Sorel, « Les grèves », in *La Science sociale*, novembre 1900, p. 436.

41. Edouard Berth, « La bourgeoisie capitaliste », in *Cahiers du Cercle Proudhon*, 1ère série, 5-6, 1913.

42. Georges Sorel, « La crise du socialisme », in *Revue politique et parlementaire*, décembre 1898.

43. *La Bataille syndicaliste*, 1912.

44. *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, op. cit., p. 269.

45. *Le procès de Socrate. Examen critique des thèses socratiques*, Félix Alcan, Paris 1889, pp. 210-211.

46. Arturo Labriola, « Syndicalisme et socialisme », in *Le Mouvement socialiste*, 15 octobre 1906.

47. Georges Sorel, *Contribution à l'étude profane de la Bible*, Auguste Ghio, Paris 1889, préface.

48. « Le pragmatisme », in *Bulletin de la Société française de philosophie*, 1907, p. 103.

49. « L'éthique du socialisme », in *Revue de métaphysique et de morale*, 1899, p. 297.

50. *Réflexions sur la violence*, op. cit., p. 301.

51. C'est à cette conception de la force qu'adhère Emile Pouget quand il écrit : « La force est à l'origine de tout mouvement, de toute action et, nécessairement, elle en est le couronnement. La vie est l'épanouissement de la force et, hors de la force, il n'y a que néant […] L'idée, la pensée, tant belle soit-elle, n'est que bulle de savon si elle ne s'étaye pas sur la force, si elle n'est pas fécondée par elle » (*L'action directe*, op. cit.).

52. « Georges Sorel », art. cit.

53. Lettre à Hubert Lagardelle, 8 janvier 1906.

54. « Préface pour une œuvre nouvelle », op. cit., p. 314.

55. Op. cit., p. 219.